

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Première session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 9–10 février 2015

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 7 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/2015/7-A/1/Rev.1

10 février 2015
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT – PROGRAMME DE PAYS HONDURAS 200240

Coût (dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Produits alimentaires	24 131 378	7 053 141	31 184 519
Espèces et bons		1 704 000	1 704 000
Développement et augmentation des capacités	6 182	744 956	751 138
Coût total pour le PAM	29 127 329	12 256 078	41 383 407

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM
(<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

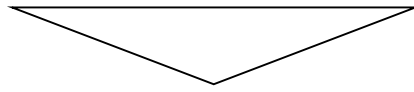
Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, M. M. Barreto courriel: miguel.barreto@wfp.org
Bureau régional de
Panama:

Directrice de pays: Mme P. Di Sirio courriel: pasqualina.disirio@wfp.org

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire de 12,2 millions de dollars É.-U. qui est proposée pour le programme de pays Honduras 200240 (WFP/EB.1/2015/7-A/1/Rev.1).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

NATURE DE L'AUGMENTATION

1. La révision budgétaire répond à l'augmentation des besoins au Honduras, compte tenu des changements apportés à la stratégie gouvernementale et des priorités des principales parties prenantes membres de l'Alliance pour le couloir de la sécheresse.
2. L'augmentation budgétaire couvre: i) des jours d'alimentation supplémentaires, une modification de la composition des rations et une augmentation du développement des capacités au titre du programme de repas scolaires; ii) une augmentation du nombre d'enfants, de femmes enceintes, de mères allaitantes et de personnes vivant avec le VIH/sida (PVVIH) ciblés, et une modification de la composition des rations au titre du programme nutritionnel; et iii) une augmentation des bénéficiaires ainsi que l'introduction de transferts sous forme de bons au titre de la création d'avoirs.
3. La révision budgétaire qui s'appuie sur des évaluations de la sécurité alimentaire et sur les demandes du Gouvernement, préserve l'orientation stratégique du programme de pays. L'augmentation de 12,2 millions de dollars porte le budget total du programme de pays à 41,3 millions de dollars sur cinq ans.

JUSTIFICATION DE L'AUGMENTATION

Résumé des activités en cours

4. Le programme de pays a été approuvé pour la période 2012–2016 aux fins d'appuyer la Vision du Gouvernement du Honduras et le Plan national (2010–2022), et de contribuer au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Il concourt aux Objectifs stratégiques 3 et 4¹ du PAM.
5. Le programme de pays cible les populations en situation d'insécurité alimentaire grave qui vivent dans les régions du centre et du sud-ouest du Honduras, pour lesquelles est prévu un ensemble intégré de dispositifs de protection sociale, dont l'alimentation scolaire, un appui nutritionnel et sanitaire aux groupes vulnérables, et une composante d'agroforesterie et d'aménagement des bassins versants destinée à promouvoir l'adaptation aux chocs d'origine climatique.
6. Les objectifs du programme de pays consistent à: i) aider le Gouvernement à développer la scolarisation en maternelle et en primaire, et à améliorer la santé et l'alimentation des élèves (composante 1); ii) améliorer l'état nutritionnel des jeunes enfants, des femmes enceintes et des mères allaitantes, et relever le taux de survie des personnes sous traitement antirétroviral (composante 2); et iii) renforcer la résilience des ménages vulnérables qui vivent dans des environnements dégradés et sont exposés à des aléas climatiques (composante 3). Le marqueur de l'égalité hommes-femmes est en cours d'introduction pour veiller à ce que les femmes/filles et les hommes/garçons bénéficient du programme sur un pied d'égalité.

¹ Objectif stratégique 3: Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels; Objectif stratégique 4: Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim.

7. L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200490, de portée régionale, couvre l'intégralité du pays et vise à améliorer la sécurité alimentaire des ménages à la suite de catastrophes naturelles, en apportant une assistance d'urgence vitale parallèlement à des transferts conditionnels de vivres, d'espèces et de bons. L'IPSR est centrée sur le relèvement rapide moyennant une Assistance alimentaire pour la création d'avoirs (ACA) qui est complétée par les initiatives de promotion de la résilience à long terme du programme de pays. Le Fonds national affecté à l'alimentation scolaire (FA) appuie la mise en œuvre du programme national d'alimentation scolaire dans les zones qui ne sont pas couvertes par le programme de pays. La présente révision budgétaire a pour objet d'harmoniser les activités au titre du FA et du programme de pays et d'orienter le soutien sur les zones les plus gravement touchées par l'insécurité alimentaire. Une initiative Achats au service du progrès qui privilégie les achats locaux sera associée aux programmes d'assistance alimentaire, y compris le programme de pays et l'IPSR du PAM.

Conclusions et recommandations issues de la réévaluation

8. Le Honduras est l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine, dont la moitié de la population vit dans une situation d'extrême pauvreté et d'insécurité alimentaire. Des facteurs tels que l'accès inéquitable à la terre, l'insuffisance de la production, le chômage élevé et la vulnérabilité aux catastrophes naturelles freinent les progrès dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Outre la vulnérabilité structurelle, la population a subi divers chocs ces dernières années, dont plusieurs tempêtes, la rouille du caféier et une grave sécheresse.
9. En juillet 2014, le Gouvernement a déclaré l'état d'urgence dans les provinces du couloir de la sécheresse frappées par ce phénomène, où plus de 186 000 familles ont subi l'impact d'El Niño. Pour répondre à l'augmentation des besoins, une Alliance pour le couloir de la sécheresse (*Alianza para el Corredor Seco*) a été constituée par des intervenants majeurs² et un financement de 150 millions de dollars a été consacré à des activités d'atténuation de la pauvreté portant sur l'agriculture, la gestion de l'eau et la foresterie, l'éducation et la nutrition.
10. Le Honduras participe au mouvement Renforcer la nutrition destiné à améliorer les politiques, stratégies et plans d'action concernant la nutrition. Dans le cadre du programme Faim Zéro, le Gouvernement vise à réduire de 20 pour cent les taux de malnutrition dans le couloir de la sécheresse. La stratégie nationale sur le changement climatique propose des actions facilitant l'adaptation, et souligne le caractère prioritaire de l'agriculture, des sols et de la sécurité alimentaire. L'augmentation du nombre de bénéficiaires couverts par le programme de pays au titre de la présente révision budgétaire répond à l'accroissement des besoins et aux objectifs de l'Alliance pour le couloir de la sécheresse et du Gouvernement. Deux des effets négatifs du changement climatique et de la sécheresse peuvent avoir un retentissement différent selon le sexe: i) la perte de récoltes touche principalement les hommes; et ii) la baisse de consommation alimentaire et la dénutrition pénalisent davantage les femmes et les enfants.

² Le Gouvernement, le Gouvernement canadien, la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale, la Banque centraméricaine d'intégration économique, l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement, l'Union européenne et l'Agency for International Development (États-Unis).

11. La présente révision budgétaire va dans le sens des conclusions de l'évaluation à mi-parcours du programme de pays, notamment: i) en alignant le nombre de jours d'alimentation scolaire du programme de pays sur celui du programme national; ii) en intensifiant le renforcement des capacités pour les communautés ciblées au titre des composantes 1 et 2; iii) en harmonisant les interventions nutritionnelles pour les enfants de moins de 2 ans avec les stratégies nationales; et iv) en élargissant la couverture du programme d'agroforesterie/résilience au changement climatique.

Finalité de l'augmentation budgétaire

12. Tout en maintenant la focalisation sur les zones les plus vulnérables et sur les 113 200 élèves ciblés, le PAM augmentera le nombre de jours d'alimentation scolaire de 150 à 200 par an, à la demande du Gouvernement et en conformité avec la politique nationale pour le secteur de l'éducation.
13. L'harmonisation avec le programme national d'alimentation scolaire, financé actuellement par le FA, sera également renforcée par l'uniformisation des rations. Farine de maïs et SuperCereal seront remplacés par de la farine de maïs enrichie pour réduire les carences en macronutriments et en micronutriments.
14. Des aliments frais seront distribués aux bénéficiaires du programme de pays pour compléter la ration de base en utilisant des fonds publics affectés à l'alimentation scolaire et des mécanismes d'achat auprès des petits exploitants locaux mis en place dans le cadre du FA. L'augmentation des achats qui en résultera au niveau local et communautaire rapprochera le programme de pays et le FA, avec des activités Achats au service du progrès promouvant l'alimentation scolaire à base de produits locaux.
15. La diversification de la ration et l'intensification du renforcement des capacités pour les parties prenantes au niveau national et communautaire, notamment par le lancement du cadre de l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation, rendront cette composante conforme au Plan stratégique du PAM et à la politique d'alimentation scolaire. En coordination avec le Ministère de l'éducation et le Ministère de l'inclusion et du développement social, le PAM propose d'élaborer un plan de mise en œuvre de deux ans.
16. Compte tenu de l'augmentation des besoins, et pour appuyer les programmes nationaux visant notamment à réduire la mortalité des mères et des enfants et à soutenir les services de santé infantiles communautaires, 22 000 enfants, femmes enceintes et mères allaitantes seront ciblés³.
17. Conformément à la politique du PAM en matière de nutrition et aux résultats des recherches réalisées, le SuperCereal sera remplacé par du SuperCereal Plus pour prévenir le retard de croissance chez les enfants de moins de 2 ans et traiter la malnutrition aiguë modérée chez les enfants de moins de 5 ans. Les femmes enceintes et les mères allaitantes continueront de recevoir du SuperCereal. La révision budgétaire comprend des fonds supplémentaires destinés à accroître les capacités gouvernementales de suivi et d'évaluation, en coordination avec le Ministère de la santé aux niveaux départemental et municipal ainsi qu'avec des organisations non gouvernementales et des organismes des Nations Unies faisant partie de la Coalition pour la sécurité alimentaire et la nutrition.

³ Compte tenu des ressources limitées qui sont prévues; une évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence réalisée en août 2014 a mis en évidence un déficit plus important.

18. Tout en maintenant le ciblage géographique sur les municipalités les plus exposées à l'insécurité alimentaire dans le couloir de la sécheresse, les activités ACA cibleront 33 500 bénéficiaires supplémentaires⁴. Il n'y aura pas de chevauchement, car l'IPSR en cours est axée sur le redressement rapide et assiste les personnes touchées pendant trois mois, alors que le programme de pays vise la création d'avoirs sur le long terme, en améliorant les revenus des ménages au moyen d'activités portant sur l'agroforesterie et l'aménagement des bassins versants.
19. En cohérence avec les enseignements tirés de l'IPSR, des bons seront distribués à certains bénéficiaires de la composante 3, sur la base de plans d'activité, d'une infrastructure de transfert et des dispositifs d'établissement de rapports. Cette décision se fonde sur des analyses des aspects financiers, des risques, des capacités des partenaires, des chaînes d'approvisionnement, des technologies et de l'information de la sécurité, du calcul de la rentabilité et de l'efficacité, et de la préférence des bénéficiaires⁵. Des comités municipaux et locaux ont été mis en place pour veiller à la transparence des transferts sous forme de bons et au respect des obligations redditionnelles. Le PAM et ses partenaires ont établi un centre spécialisé dans le changement climatique et la résilience chargé de dispenser aux organismes gouvernementaux de contrepartie, aux collectivités et aux responsables une formation sur les pratiques optimales en matière d'adaptation au changement climatique et d'aménagement des bassins versants.

⁴ Chiffre établi sur la base des résultats de l'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence réalisée en août 2014.

⁵ Des évaluations relatives aux transferts d'espèces et de bons, ainsi que trois ateliers organisés dans le couloir de la sécheresse ont montré que la préférence des bénéficiaires allait aux bons.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE

Composante	Catégorie de bénéficiaires	Nombre actuel			Augmentation			Nombre révisé		
		Garçons/hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total
	Niveau primaire	77 565	80 731	158 296	–	–	–	77 565	80 731	158 296
Composante 1	Niveau préscolaire	22 262	23 171	45 433	–	–	–	22 262	23 171	45 433
Composante 2	Enfants [6 à 23 mois]	18 168	18 909	37 077	6 737	7 012	13 749	24 905	25 921	50 826
	Enfants [24 à 59 mois]	3 690	3 848	7 530	673	701	1 374	4 363	4 541	8 904
	Femmes enceintes et mères allaitantes	–	7 054	7 054	–	6 875	6 875	–	13 929	13 929
	Ménages avec des PVVIH	11 116	11 569	22 685	1 472	1 533	3 005	12 588	13 102	25 690
	Membres de ménages comptant des enfants, femmes enceintes et mères allaitantes ciblés	126 569	131 736	258 305	53 895	56 095	109 990	180 465	187 830	368 295
Composante 3	Bénéficiaires d'activités ACA	31 360	32 640	64 000	16 392	17 062	33 454	47 752	49 702	97 454
TOTAL		290 730	309 650	600 380	79 170	89 277	168 447	369 900	398 927	768 827

TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE ET TRANSFERT RÉVISÉS PAR COMPOSANTE (*en grammes/personne/jour*)

	Composante 1		Composante 2					Composante 3
	Enfants des écoles primaires	Enfants des écoles maternelles	Femmes enceintes et mères allaitantes	Enfants de 6 à 23 mois	Enfants de 24 à 59 mois	Ménages PVVIH	Ration familiale	ACA
	Ration révisée	Ration révisée	Ration inchangée	Ration révisée	Ration révisée	Ration inchangée	Ration inchangée	Ration révisée
Farine de maïs	60	30	–	–	–	200	180	200
Riz	30	30	–	–	–	48	50	200
Haricots	25	25	–	–	–	74	75	40
Huile	10	10	20	–	–	18	10	20
SuperCereal	–	–	200	–	–	100	40	100
SuperCereal Plus	–	–	–	200	200	–	–	–
Sucre	–	–	20	–	–	–	–	–
TOTAL	125	95	240	200	200	440	355	560
Bons (<i>dollars/personne/jour</i>)	–	–	–	–	–	–	–	0,55
Total kcal/jour	504	394	1 059	763	763	1 667	1 311	2 131
% kcal d'origine protéique	10,1	10,3	13,7	17,2	17,2	13,5	13,5	11,3
% kcal d'origine lipidique	20,4	24,9	33,9	14,2	14,2	14,7	14,7	15,0
Nombre de jours d'alimentation par an	200	200	150	360	90	180	90	150

BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES

TABLEAU 3: BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/BONS PAR COMPOSANTE				
Composante	Produits alimentaires, espèces ou bons	Produits alimentaires (<i>en tonnes</i>)/bons (<i>en dollars</i>)		
		Besoins actuels	Augmentation	Total révisé
Composante 1	Produits alimentaires	12 030	583	12 613
Composante 2	Produits alimentaires	13 599	5 050	18 649
Composante 3	Produits alimentaires	5 376	1 075	6 451
Composante 3	Bons	–	1 704 000	1 704 000

ÉVALUATION DES RISQUES ET DES ALÉAS, ET PRÉPARATION AUX SITUATIONS D'URGENCE

20. Le Gouvernement est confronté à divers problèmes dont le taux de rotation élevé des responsables, des défaillances institutionnelles au niveau des systèmes et des contrôles internes, et une fiscalité peu fiable. Le PAM s'emploie avec les organismes gouvernementaux de contrepartie, les municipalités et les comités locaux à améliorer les capacités institutionnelles.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Produits alimentaires			
Céréales	4 007	2 496 109	
Légumes secs	1 180	2 241 162	
Huile et matières grasses	189	245 917	
Aliments composés et mélanges	1 358	2 088 772	
Autres	-25	-18 819	
Total, produits alimentaires	6 708	7 053 141	
Transport extérieur		171 222	
Autres coûts opérationnels directs: produits alimentaires		271 018	
Produits alimentaires et coûts connexes¹		7 495 381	7 495 381
Espèces et bons		1 704 000	
Coûts connexes		68 160	
Espèces et bons, et coûts connexes		1 772 160	1 772 160
Développement et augmentation des capacités		744 956	744 956
Coûts opérationnels directs			10 012 497
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) ²			1 441 781
Total des coûts directs du projet			11 454 278
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			801 800
COÛT TOTAL POUR LE PAM			12 256 078

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (<i>en dollars</i>)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs	228 702
Agents des services généraux	381 290
Total partiel	609 992
Dépenses de fonctionnement et autres	
Voyages et transport	479 391
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	1 441 781

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Résultats transversaux		
<p>Problématique hommes-femmes Amélioration de l'égalité entre les sexes et autonomie accrue des femmes</p>	<p>Proportion de femmes membres de comités de gestion de projet ayant reçu une formation sur les modalités de distribution de vivres, d'espèces ou de bons</p> <p>Proportion de femmes bénéficiaires exerçant des responsabilités au sein des comités de gestion de projet</p> <p>Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises par les hommes</p> <p>Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises par les femmes</p> <p>Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises conjointement par les femmes et les hommes</p>	<p>Le personnel est initié aux politiques relatives à l'égalité des sexes.</p> <p>Les critères de sélection des bénéficiaires sont définis.</p> <p>Des fonds sont disponibles.</p>
<p>Protection et responsabilité à l'égard des populations touchées Fourniture et utilisation de l'assistance du PAM dans des conditions satisfaisantes en termes de sécurité, de transparence et de respect de la dignité</p>	<p>Proportion de femmes bénéficiant d'une assistance qui ne rencontrent pas de problèmes de sécurité sur les sites des programmes du PAM ou sur le trajet emprunté pour s'y rendre ou en revenir</p> <p>Proportion d'hommes bénéficiant d'une assistance informés au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, comment faire une réclamation)</p> <p>Proportion de femmes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, comment faire une réclamation)</p> <p>Proportion d'hommes bénéficiant d'une assistance qui ne rencontrent pas de problèmes de sécurité sur les sites des programmes du PAM ou sur le trajet emprunté pour s'y rendre ou en revenir</p>	<p>Les organisations à assise communautaire sont formées à la conduite du processus.</p> <p>Le programme encourage l'exercice des fonctions de direction par les membres des communautés ciblées.</p> <p>Des politiques et réglementations favorables à la transparence, la responsabilité, la déontologie et la protection sont en place.</p> <p>Il n'y a pas de contraintes de financement.</p> <p>Les distributions de produits alimentaires, d'espèces ou de bons se déroulent sans interruption.</p>
<p>Partenariats Coordination des interventions d'assistance alimentaire et mise en place et maintien de partenariats</p>	<p>Proportion des activités du projet exécutées avec la participation de partenaires complémentaires</p> <p>Montant des fonds complémentaires alloués au projet par des partenaires (y compris des ONG, la société civile, des organisations du secteur privé, des institutions financières internationales et des banques régionales de développement)</p> <p>Nombre d'organisations partenaires fournissant des intrants et des services complémentaires</p>	<p>Le personnel est formé aux compétences en matière de partenariat.</p> <p>Des fonds sont disponibles.</p>



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Objectif stratégique 3: Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels		
Effet direct 3.1 Amélioration des débouchés permettant aux producteurs et aux commerçants d'écouler les produits agricoles et alimentaires aux niveaux régional, national et local	Produits alimentaires achetés par le biais de systèmes de regroupement de la production auxquels participent les petits exploitants, en pourcentage des achats effectués aux niveaux régional, national et local Proportion d'aliments achetés à des fournisseurs régionaux, nationaux et locaux, en pourcentage de ceux distribués par le PAM dans le pays	Des comités locaux sont en place. Des fonds sont disponibles.
Effet direct 3.2 Renforcement de la résilience et réduction des risques de catastrophe et de choc auxquels sont exposés les communautés et les ménages ciblés en situation d'insécurité alimentaire, résultant notamment de l'amélioration de l'accès aux avoirs nécessaires à la subsistance	Score relatif aux avoirs des communautés: pourcentage de communautés ayant un score en hausse Indice des stratégies de survie (épuiement des avoirs): pourcentage de ménages dirigés par une femme dont l'indice des stratégies de survie est en baisse ou s'est stabilisé Indice des stratégies de survie (épuiement des avoirs): pourcentage de ménages dirigés par un homme dont l'indice des stratégies de survie est en baisse ou s'est stabilisé Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par un homme) Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par une femme) Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire limite Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire limite Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant	Des fonds sont disponibles. Des comités locaux sont en place.
Effet direct 3.3 Renforcement de la capacité des pays, des communautés et des institutions en matière de réduction des risques	Indice de capacité nationale (programmes en faveur de la résilience)	Des fonds sont disponibles. Aucun conflit ou catastrophe naturelle ne perturbe la production vivrière ou la consommation alimentaire.
Effet direct 3.4 PNUAD Domaine 3: Effet direct 4: Accroissement de la sécurité alimentaire dans les zones rurales et urbaines par le renforcement des capacités nationales de gestion des risques et par une approche sociale, économique et environnementale	Nombre de politiques, plans et mécanismes nationaux intéressant la sécurité alimentaire et d'autres domaines que le PAM appuie et qui améliorent la gestion des risques de catastrophes et l'adaptation aux changements climatiques	Les autorités locales participent à la gestion des risques. Des fonds sont disponibles.

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Produit 3.1 Quantité accrue de produits alimentaires achetés par le PAM sur les marchés régionaux, nationaux et locaux et à de petits exploitants</p>	<p>Quantité de produits alimentaires achetés localement à des systèmes de regroupement de la production favorables aux petits exploitants (en tonnes) Nombre de petits exploitants ayant bénéficié d'un appui</p>	<p>Des fonds sont disponibles. Les prix du marché restent stables. La production végétale n'est pas touchée par une catastrophe naturelle.</p>
<p>Produit 3.2 Spécifique au projet Quantité accrue de produits alimentaires achetés par le PAM sur les marchés régionaux, nationaux et locaux et à de petits exploitants</p>	<p>Proportion d'écoles pilotes qui ont amélioré leurs modèles d'alimentation</p>	<p>Un plan d'amélioration de l'infrastructure scolaire du pays est conçu. Des fonds sont disponibles.</p>
<p>Produit 3.3 Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés</p>	<p>Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant une assistance alimentaire par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, denrée, article non alimentaire, transferts monétaires et bons, en pourcentage du nombre prévu Quantité d'assistance alimentaire distribuée, par type, en pourcentage de la quantité prévue Quantité d'articles non alimentaires distribués, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p>	<p>La composition des rations et la durée de l'assistance alimentaire sont suffisantes pour que les femmes et les enfants ne souffrent pas de nouveau de dénutrition après le traitement. Des fonds sont disponibles.</p>
<p>Produit 3.4 Avoirs communautaires ou avoirs utiles à la subsistance créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblées</p>	<p>Nombre d'avoirs créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblées, par type et unité de mesure</p>	<p>Aucun conflit ou catastrophe naturelle ne perturbe la création d'avoirs. La composition des rations et la durée de l'assistance alimentaire sont suffisantes pour que les femmes et les enfants ne souffrent pas de nouveau de dénutrition après le traitement. Des fonds sont disponibles.</p>
<p>Produit 3.5 Appui fourni aux filets de sécurité nationaux concernant la sécurité alimentaire, la nutrition, l'éducation, les avoirs des communautés et la contribution globale au renforcement de la résilience</p>	<p>Nombre de personnes formées, par sexe et type de formation Nombre d'activités d'assistance technique organisées, par type</p>	<p>Le Gouvernement s'emploie à mettre en place des filets de sécurité. Des fonds sont disponibles.</p>

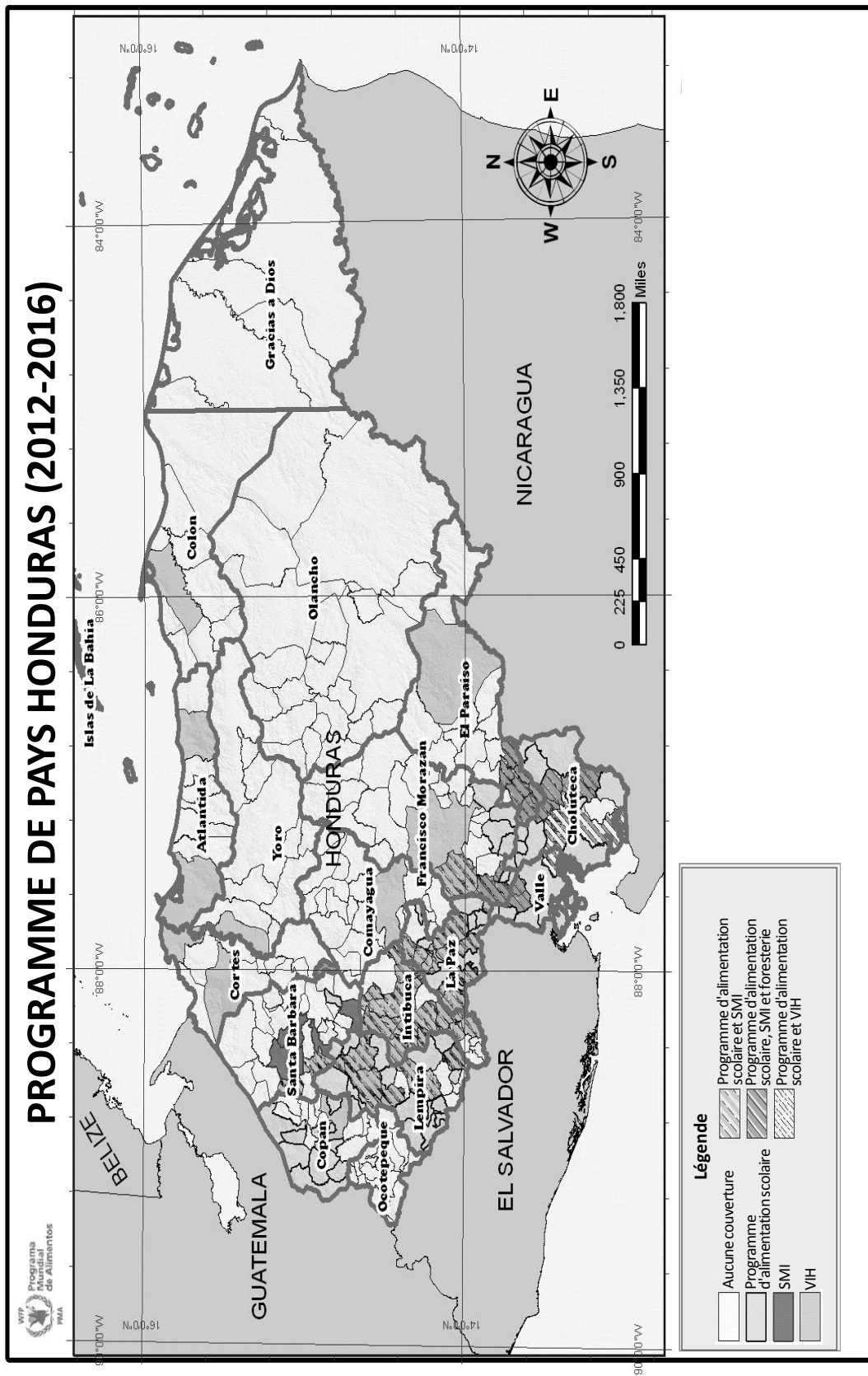
ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Produit 3.6 Capacités humaines atténuant les risques de catastrophe et de choc développées	Nombre de personnes formées, par sexe et type de formation	Le Gouvernement s'attache à réduire les risques de catastrophes. Des fonds sont disponibles.
Objectif stratégique 4: Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim		
Effet direct 4.1 Amélioration de l'équité d'accès et de recours à l'éducation	Proportion de filles par rapport aux garçons scolarisées dans les écoles primaires appuyées par le PAM Proportion de filles par rapport aux garçons scolarisées dans les écoles maternelles appuyées par le PAM Proportion de garçons qui poursuivent leurs études dans les écoles primaires aidées par le PAM Proportion de filles qui poursuivent leurs études dans les écoles primaires aidées par le PAM Scolarisation (filles): taux annuel moyen de variation du nombre de filles inscrites dans les écoles primaires aidées par le PAM Scolarisation (filles): taux annuel moyen de variation du nombre de filles inscrites dans les écoles maternelles aidées par le PAM Scolarisation (garçons): taux annuel moyen de variation du nombre de garçons inscrits dans les écoles maternelles aidées par le PAM Scolarisation (garçons): taux annuel moyen de variation du nombre de garçons inscrits dans les écoles primaires aidées par le PAM Proportion de garçons et de filles qui poursuivent leurs études dans les écoles primaires aidées par le PAM	Des données adéquates sont disponibles auprès du Ministère de l'éducation. Des plans et des politiques en matière d'éducation sont élaborés pour l'ensemble de la communauté des enseignants. De nouvelles technologies et applications sont adoptées. Des fonds sont disponibles. Le perfectionnement professionnel et les notions technologiques du personnel éducatif sont d'un niveau suffisant pour dispenser un enseignement utile à tous les élèves.
Effet direct 4.2 Renforcement des capacités et accroissement de la prise en charge des activités au profit de la lutte contre la dénutrition et de l'amélioration de l'accès à l'éducation aux niveaux régional, national et communautaire	Indice de capacité nationale (programmes nutritionnels) Indice de capacité nationale (alimentation scolaire)	La stabilité politique perdue.



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Effet direct 4.3</p> <p>PNUAD Domaine 1. Effet direct 1: les enfants honduriens (garçons et filles) dans le préprimaire et le primaire auront plus largement accès à un système éducatif multiculturel de qualité, pertinent et équitable dans lequel ils auront plus de chances de rester</p>	<p>Traitement antirétroviral: taux de récupération nutritionnelle (en %)</p> <p>Prévalence du retard de croissance chez les enfants ciblés de moins de 2 ans (en pourcentage du rapport taille/âge)</p> <p>Nombre de politiques, plans et mécanismes nationaux intéressant la sécurité alimentaire et d'autres domaines que le PAM appuie et qui améliorent la gestion des risques de catastrophes et l'adaptation aux changements climatiques</p> <p>Taux net de scolarisation des filles dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Taux net de scolarisation des garçons dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Taux net de scolarisation des garçons dans les écoles maternelles aidées par le PAM</p> <p>Taux net de scolarisation des filles dans les écoles maternelles aidées par le PAM</p> <p>Taux de passage en classe supérieure des garçons dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Taux de passage en classe supérieures des filles dans les écoles primaires aidées par le PAM</p>	<p>Le Gouvernement a mis en place un plan d'action destiné à améliorer la qualité de l'enseignement et réduire les écarts entre filles et garçons.</p> <p>Des fonds sont disponibles et l'approche est d'un bon rapport coût-efficacité.</p> <p>Le Gouvernement améliore ses capacités institutionnelles dans le secteur de l'éducation.</p>
<p>Effet direct 4.4</p> <p>Réduction de la dénutrition, y compris des carences en micronutriments, chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants d'âge scolaire</p>	<p>Proportion d'enfants recevant l'apport alimentaire minimum acceptable</p> <p>Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)</p> <p>Proportion de la population ciblée qui participe à un nombre suffisant de distributions</p>	<p>Des fonds sont disponibles.</p> <p>Les prix restent stables.</p> <p>Les capacités institutionnelles sont améliorées.</p>
<p>Produit 4.1</p> <p>Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés</p>	<p>Nombre de jours d'alimentation en pourcentage du nombre prévu</p> <p>Montant total des transferts monétaires en faveur des bénéficiaires ciblés, par sexe et catégorie de bénéficiaires, en pourcentage du montant prévu</p> <p>Quantité d'assistance alimentaire distribuée, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p> <p>Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant une assistance alimentaire par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, denrée, article non alimentaire, transferts monétaires et bons, en pourcentage du nombre prévu</p>	<p>Des fonds sont disponibles.</p> <p>L'alimentation dans les écoles s'étend sur toute l'année scolaire.</p> <p>Le Ministère de l'éducation élabore un plan d'action.</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
	<p>Quantité d'articles non alimentaires distribués, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p> <p>Nombre d'institutions bénéficiant d'une assistance (par exemple écoles, dispensaires), en pourcentage du nombre prévu</p> <p>Valeur totale des bons distribués (bons d'alimentation/bons d'achat) aux bénéficiaires ciblés, par sexe et catégorie de bénéficiaires, en pourcentage de la valeur prévue</p>	
<p>Produit 4.2</p> <p>Conseils sur les politiques et appui technique fournis en vue d'améliorer la gestion de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, de l'assistance alimentaire et des systèmes de nutrition et de sécurité alimentaire, y compris les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire</p>	<p>Nombre d'activités d'appui technique concernant le suivi de la sécurité alimentaire et l'assistance alimentaire, par type</p>	<p>Des fonds sont disponibles.</p>
<p>Produit 4.3</p> <p>Dispositifs et cadres réglementaires nationaux mis en place en matière de nutrition, d'alimentation scolaire et de filets de sécurité</p>	<p>Nombre de programmes nationaux élaborés avec l'appui du PAM (nutrition, alimentation scolaire, filets de sécurité)</p> <p>Nombre d'activités d'assistance technique organisées, par type</p>	<p>Le Gouvernement améliore ses capacités institutionnelles.</p> <p>Des fonds sont disponibles.</p>
<p>Produit 4.4</p> <p>Conseils sur les politiques et appui technique fournis en vue d'améliorer la gestion de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'alimentation scolaire</p>	<p>Nombre d'agents publics formés par le PAM dans les domaines de la conception et de l'exécution de programmes nutritionnels et d'autres domaines en rapport avec la nutrition (techniques, stratégies, gestion), par sexe et type de formation</p> <p>Nombre d'activités d'assistance technique organisées, par type</p>	<p>Des fonds sont disponibles.</p>

ANNEXE III



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ACA	Assistance alimentaire pour la création d'avoirs
FA	Fonds national affecté à l'alimentation scolaire
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
PVVIH	personne vivant avec le VIH